

SOUDAN



« Les FSR sont responsables de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de nettoyage ethnique »

HUMANS RIGHTS WATCH - ANDREW STROEHLEIN - 18 NOVEMBRE 2024

Aujourd'hui, il est temps de prendre la parole pour porter le cri d'un peuple blessé, un peuple qui, depuis des mois, subit les atrocités d'un conflit dévastateur. Ce peuple, c'est celui du Soudan, pris en otage par les Forces de Soutien Rapide (FSR), une force censée protéger, mais qui sème la terreur.

Ceux que nous défendons ici, ce ne sont pas des chiffres, mais des humains : des hommes, des femmes, des enfants, des étudiants, des artisans, des paysans. Ce sont des vies brisées par des attaques arbitraires, des déplacements forcés, des viols, des exécutions sommaires et des actes que rien, absolument rien, ne peut justifier.

Violation des droits fondamentaux

Au cœur de cette crise, nous sommes témoins, certes à distance, mais témoins d'une négation brutale des droits fondamentaux :

Le droit à la vie : Ce droit universel est foulé au pied lorsque des civils sont massacrés.

La liberté d'expression et de manifestation : Parce que les Soudanais qui osent dénoncer l'oppression sont réduits au silence par la violence et la peur.

La sécurité : Aucun Soudanais ne peut désormais se sentir à l'abri dans un pays ravagé par les pillages et les bombardements.

Ces droits ne sont pas des luxes. Ce sont des fondations sans lesquelles aucun État ne peut prétendre au respect de sa souveraineté.

La responsabilité FSR

Les FSR, loin d'être une force de stabilisation, se sont transformées en bras armé d'un chaos organisé.

Leurs attaques ciblées contre les populations civiles violent le droit international humanitaire, en particulier les Conventions de Genève.

Elles instrumentalisent la peur pour détruire l'unité du Soudan et anéantir tout espoir d'un avenir démocratique.



Urgence d'agir

Nous sommes à un tournant historique soudanais et le silence face à cette tragédie serait une trahison des valeurs humaines que nous sommes tous sensés partager.

La communauté internationale, doit intervenir sans délai pour faire cesser ces exactions.

Aux dirigeants soudanais et régionaux : il faut mettre fin aux luttes intestines et de privilégier le dialogue.

Aux forces armées loyales : protégez le peuple opprimés au lieu de le laisser périr.